

LA TECHNOLOGIE, CHAINON MANQUANT DE LA REFLEXION SUR LA PUISSANCE, L'INDEPENDANCE ET LA SOUVERAINETE DE L'EUROPE

Ce texte est paru dans le dernier numéro de PANEUROPE (juin).

L'EUROPE enfin réunifiée, disposant d'une monnaie, bientôt d'une constitution, doit être en mesure de donner aux trois concepts de puissance, indépendance et souveraineté, un contenu précis et fort si elle veut s'affirmer dans le monde multipolaire qui s'édifie.

Or, pour l'essentiel, les réflexions engagées autour de la notion d'« EUROPE PUISSANCE » placent au centre de leur problématique l'économie, les institutions, parfois la démographie, très rarement la technologie. Celle-ci est pourtant au cœur du fonctionnement et de la puissance des sociétés modernes.

La composante technologique de la puissance est le **chaînon manquant** de ces réflexions.

Sans un sursaut scientifique et technologique de très grande intensité, comparable à celui initié par la France, il y a quarante ans, le concept d'EUROPE PUISSANCE, restera purement incantatoire.

La capacité technologique commande la puissance, l'indépendance et la souveraineté.

Pour les européens de ce début du 21ème siècle, la puissance est une nécessité, l'indépendance une volonté et la souveraineté un projet.

CONSTRUIRE LA PUISSANCE

De nos jours, pour qu'un Etat soit réellement indépendant et souverain, le niveau de son PIB ou l'appréciation de sa prospérité ne suffit plus. Il lui faut être en mesure d'exercer une excellence technologique permanente et absolue dans certains domaines cruciaux.

Seule cette maîtrise permet d'exercer une influence culturelle et politique sur la planète, d'intervenir économiquement ou militairement si nécessaire en tous lieux, et de se protéger des menaces liées à l'évolution d'un monde chaotique et dangereux.

L'exercice de cette excellence, constamment entretenue à tous les niveaux, passe par la maîtrise intégrale de technologies stratégiques, dont la dimension politique, voire géopolitique, permet de les qualifier de **technologies de souveraineté**.

Leur domaine s'étend bien au-delà de la défense et de la sécurité.

En effet, même si ce domaine reste décisif, à la fois par les moyens mis en œuvre et l'effet d'entraînement qu'il possède, d'autres le sont tout autant, voire même plus : technologies de l'information, de la transmission du savoir et des connaissances, renseignement, robotique, énergies du futur, nucléaire, environnement, exploitation des océans, génie génétique, protéomique, nanotechnologies, logistique, transports, maîtrise des systèmes complexes, etc...

Une politique européenne de reconquête d'une puissance technologique qui s'évanouit chaque jour un peu plus, en même temps qu'elle constitue le seul moyen pour l'EUROPE de peser sur les affaires du monde, présente en outre, deux avantages capitaux, encore insuffisamment perçus par l'opinion et le monde politique.

Tout d'abord, le développement des secteurs très porteurs, qui viennent d'être évoqués, nourrit un puissant courant de création d'emplois à très haute valeur ajoutée. A titre d'exemple, le programme de géolocalisation récemment lancé par l'Union Européenne — l'archétype même d'une technologie de souveraineté— prévoit, pour sa conception et son fonctionnement, la création de plus de 150.000 emplois d'ingénieurs ou de techniciens.

En second lieu, l'accroissement de productivité entraîné par ces technologies est de nature à compenser largement la diminution du nombre des actifs provoquée par le vieillissement de la population. Innovation et garantie des retraites ont partie liée... **Recherche, développement, innovation, créativité, richesse collective, cohésion sociale et solidarité entre les générations marchent ensemble dans cette reconquête de la puissance.**

VOULOIR L'INDEPENDANCE

A l'occasion de récentes déclarations, à VARSOVIE notamment, le Président BUSH, a appelé de ses vœux la construction d'une « EUROPE libre et unie ». Il s'est toutefois bien gardé de parler de puissance et d'indépendance. Cette omission est significative.

Une Union Européenne réellement indépendante passe par la maîtrise des technologies de souveraineté.

A cet égard, les décisions arrêtées, il y a quelques semaines, dans ces domaines vitaux pour la logistique, la sécurité et les échanges (GALILEO) ou la capacité d'intervention ou de projection (A 400 M) vont dans le bon sens et marquent une indiscutable volonté d'autonomie.

Mais, il s'agit, pour le moment, d'avancées fragmentaires encore insuffisamment insérées dans une vision géopolitique d'ensemble. Elles témoignent pourtant de la naissance d'un véritable intérêt général communautaire. De fait, l'EUROPE a besoin d'une politique globale, ambitieuse et très mobilisatrice d'indépendance technologique. Le lancement d'un programme communautaire (PCRD) est, de ce point de vue, très encourageant. Mais celui-ci reste encore, pour l'opinion, très abstrait. Donnons-lui toute sa dimension politique en mettant en évidence l'indivisibilité d'une indépendance qui n'exclut ni les coopérations, ni les partenariats.

Espace, sécurité, énergie, alimentation, culture, santé, transmission du savoir, tout est lié. Il est temps de montrer à l'opinion son ampleur et l'intensité de l'effort à consentir. De ce point de vue, une pédagogie politique de masse est à engager sans délai.

En outre, pour éviter de donner l'impression qu'il ne s'intéresse qu'à la recherche et au développement scientifique pour eux-mêmes, cet effort doit s'incarner dans de grands programmes mobilisateurs capables de susciter l'enthousiasme et d'entraîner l'adhésion des jeunes générations. Les perspectives ne manquent pas et toutes ont un contenu politique fort : de la conquête spatiale à la lutte contre la pauvreté, la malnutrition et l'analphabétisme. Il doit également prendre appui sur la mise en réseau des universités ou centres de recherche européens.

Une attention toute particulière doit être accordée aux technologies de l'information, domaine dans lequel l'EUROPE n'a pas su malheureusement se donner à temps l'indépendance qu'elle su pourtant préserver, jadis, dans le nucléaire, l'aéronautique et le spatial.

Les technologies de l'information sont « au cœur du cœur » de la puissance et de l'indépendance modernes.

La première révolution, celle des années 1970 a été manquée pour les Européens par manque de vision.

Or, une nouvelle mutation technologique s'annonce, aux perspectives, si l'on n'y prend garde, plus redoutables encore. Les prochaines années seront marquées par un phénomène d'une portée sans précédent : la convergence entre nanotechnologies, biotechnologies, technologies de l'information et sciences cognitives (NBIC, pour reprendre la terminologie américaine).

Si l'EUROPE ne fait pas l'effort de s'investir massivement de manière très volontariste, dans la maîtrise de ce processus de convergence révolutionnaire, il est certain que son destin collectif sera scellé, son indépendance mise en cause de manière sans doute irréversible, sa souveraineté compromise.

Il ne faut pas chercher ailleurs ce qui constitue le fondement même de l'hyperpuissance américaine. Il existe aux ETATS-UNIS, dans les milieux intellectuels, économiques, militaires et politiques, une perception globale de ce phénomène. Un très récent colloque de la National Science Foundation, qui joue, outre atlantique, un rôle de sensibilisation considérable, l'a mis en évidence.

Depuis l'espace jusqu'au tréfonds des océans, d'Internet à CNN, des algorithmes évolutionnaires au génome, d'Hollywood à « l'information dominance », de la puce au microdrone, de CARLYLE à IN.Q.TEL, de PALM à BLUE-GENE, de WINDOOWS à ECHELON, se met en place progressivement un véritable système de « monitoring » de la planète qui constitue la trame du réseau technologique et informationnel qui tend à devenir le support essentiel de l'exercice de la souveraineté américaine. « Shaping the world, shaping the mind » était, ne l'oublions pas, la manière dont le Président CLINTON résumait les objectifs de la politique extérieure des ETATS-UNIS. Cette stratégie unilatéraliste et globaliste inspire toujours les déclarations officielles américaines les plus récentes.

Si les européens veulent une EUROPE indépendante, il leur faut d'abord prendre conscience de l'ampleur du phénomène et de la menace qu'il constitue (c'est, semble-t-il, en cours) et

ensuite réagir de manière appropriée sans hostilité ni agressivité mais sans complexes. Les Américains ont une stratégie parfaitement justifiable de leur point de vue, mais nous n'avons pas, à leur égard, d'obligation d'aveuglement...

INVENTER LA SOUVERAINETE

Lorsqu'il s'agit de l'EUROPE, le concept de souveraineté a du mal à passer. En effet, les souverainistes le récupèrent, les fédéralistes en abusent, les autres le refusent, s'en méfient, voire même nient sa pertinence. Et pourtant, la souveraineté européenne qui découle inéluctablement des transferts incessants que lui concèdent les Etats, est encore à inventer.

Un rapide retour dans l'histoire des idées politiques n'est pas inutile. En schématisant, on peut dire que deux approches de la souveraineté, toujours adaptées au monde d'aujourd'hui, se sont dégagées dans le passé.

A la fin du XVIème siècle, Jean BODIN définit la souveraineté comme « la puissance absolue et perpétuelle d'une République, de donner loi à tous en général et à chacun en particulier,... de décerner la guerre... sans le consentement de plus grand, ni de pareil, ni de moindre que soi » (De la République).

Un siècle plus tard, HOBBS voit dans celui qui exerce la souveraineté, le protecteur chargé de mettre fin aux violences de tous contre tous.

La souveraineté du premier type est, de fait, celle que défendent les tenants de l'unilatéralisme et du monde unipolaire. Elle fonde la stratégie de l'hyperpuissance. Trop absolutiste, elle ne peut être, en aucun cas, une référence pour l'EUROPE.

En revanche, la seconde, qui justifie la préservation d'une indépendance seule capable de rendre à l'EUROPE la liberté de ses mouvements et de ses idées, s'appuie sur un concept de puissance, non hégémonique et généreuse, mais technologiquement créative et conquérante, s'inscrivant parfaitement dans la conception d'un monde multipolaire prônant l'équilibre contre le chaos qu'engendre nécessairement la puissance sans contrepoids.

En réalité, ce dont souffre l'EUROPE, c'est beaucoup plus d'un déficit de souveraineté que d'un déficit de démocratie.

C'est une souveraineté protectrice, médiatrice et « tribunicienne » au sens que les Romains donnaient à ce terme, que l'EUROPE a besoin d'inventer. Protectrice de la planète et de son environnement, médiatrice des conflits à venir et tribunicienne face aux désordres du monde.

De ce point de vue, l'attitude de la FRANCE, tant à l'occasion du conflit en IRAK, que lors du sommet du G8 à EVIAN, amorce des voies que tôt ou tard, une EUROPE puissante et indépendante empruntera en substituant à la souveraineté par la force, la souveraineté par le don.